

**Les Ontariens élèvent la voix contre la privatisation
de la santé par le gouvernement**

Une campagne militante pour « empêcher le gouvernement Ford de privatiser nos hôpitaux publics »



Rassemblement à Toronto en appui aux soins de santé publique, le 12 décembre

- **Rassemblement à Toronto à la défense du système
de santé publique**
 - **Les Métallos participent au rassemblement
des infirmières à Hamilton**
- **Les syndicats de la santé exigent l'application immédiate de
solutions à la crise des soins de santé**

Les travailleurs accidentés de l'Ontario réitèrent leurs revendications

- **L'indemnisation des travailleurs est un droit !**

**Les Ontariens élèvent la voix contre la privatisation
de la santé par le gouvernement**

**Une campagne militante pour « empêcher le
gouvernement Ford de privatiser
nos hôpitaux publics »**



Rassemblement contre la privatisation des hôpitaux à Windsor, le 12 décembre 2012

La Coalition ontarienne de la santé (COS) a organisé des rassemblements à Ottawa et Niagara le 9 décembre, et à Toronto, Kitchener-Waterloo et Windsor le 12 décembre dans le cadre de sa campagne visant à arrêter la privatisation des hôpitaux par le gouvernement Ford. Les actions ont permis de rallier le soutien et la reconnaissance du public pour les médecins, les infirmières et les autres travailleurs de la santé de première ligne en Ontario qui ont continué courageusement à servir la population de l'Ontario malgré une crise des soins de santé sans précédent dans la province.

Les orateurs qui ont pris la parole lors de ces actions ont souligné les conséquences qu'ont entraîné les coupures massives effectuées dans les soins de santé au cours des trois dernières décennies, suite à la restructuration de l'État et la privatisation du secteur public. Ils ont dénoncé les attaques particulièrement féroces du gouvernement Ford qui a réduit les fonds alloués aux soins de santé publique, attaqué les travailleurs de la santé de première ligne et privatisé de plus en plus de services de soins de santé.

Dans les semaines précédant ces actions, des centaines de personnes ont participé à une douzaine d'assemblées publiques virtuelles organisées par la Coalition ontarienne de la santé (COS) dans des villes de l'Ontario. Une autre série d'assemblées publiques aura lieu au cours de la nouvelle année.

Lors des réunions publiques, les militants dans les communautés et les représentants de la Coalition ont discuté des actions pratiques à mener au niveau local et à l'échelle de la province pour forcer le gouvernement à mettre fin à son ordre du jour hostile de couper dans les soins de santé et de se tourner vers des centres de soins à but lucratif. Les participants ont discuté plus particulièrement des hôpitaux qui ont subi les contrecoups des politiques gouvernementales, dont la loi 124, qui a imposé des conditions de travail intolérables au personnel hospitalier et exacerbé plus que jamais la



crise de pénurie de personnel.



Lors de la réunion communautaire à Hamilton le 1er décembre, un membre de la direction de la Coalition, des représentants du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario-SCFP et de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario ainsi que des militants locaux ont parlé des nombreuses séquelles de la loi, entre autres la fermeture temporaire de près de 100 urgences, la fermeture d'unités de soins intensifs et d'obstétrique en raison du manque de personnel, des patients bloqués aux urgences parce qu'il n'y a pas de lits disponibles, des communautés privées de services ambulanciers parce que les

paramédics doivent attendre avec leurs patients avant que le personnel de l'hôpital ne se libère pour prendre la relève.

Plusieurs personnes ont dénoncé l'attitude cavalière du gouvernement suite aux déclarations du ministre de la Santé comme quoi les fermetures d'urgences et les pénuries de personnel étaient toutes « planifiées » et qu'on ne devait pas y voir une situation d'urgence. Santé Ontario, une agence gouvernementale, a aussi dit qu'on s'attend à ce que les hôpitaux restent à 120 % d'utilisation de leur capacité jusqu'au mois de mars. Ces dernières semaines, les hôpitaux pour enfants ont été bondés et obligés de couper dans des services, faisant en sorte que les enfants et leurs familles ont dû y rester pendant des heures avant que les enfants puissent se faire soigner et certains d'entre eux ont été envoyés à des hôpitaux pour adultes. À Hamilton, un enfant gravement brûlé a dû être transporté à London parce que l'hôpital pour enfants McMaster ne pouvait pas le soigner.

La discussion reflète une détermination à vouloir mettre fin à l'ordre du jour de Ford de démanteler le système de santé publique en mobilisant massivement les travailleurs, les retraités, les patients et les familles dans les communautés de toute la province, avec la conviction que le plan du gouvernement pour privatiser de plus en plus le système de santé publique peut être battu. On a invoqué le succès de campagnes antérieures menées par des communautés petites et grandes pour s'opposer à des projets de fermeture d'unités ou d'hôpitaux au complet, et mettre fin à la privatisation des soins contre le cancer et des services ambulanciers.



La Coalition ontarienne de la santé a lancé une campagne ambitieuse qui comprend des réunions communautaires et des manifestations ainsi qu'une vaste campagne sur les médias sociaux pour inviter les gens à s'inscrire en tant que Défenseurs d'un système de santé public, une forme de pétition à l'intention du gouvernement dont l'objectif est d'atteindre un million de noms, « pour dire à Doug Ford de manière claire qu'il n'a pas un mandat des Ontariens pour privatiser notre système de santé public ».

Pour participer à la campagne et pour de plus amples informations sur les événements à venir, voir la [Coalition ontarienne de la santé](#).

(Photos : LML, AIO, COS)

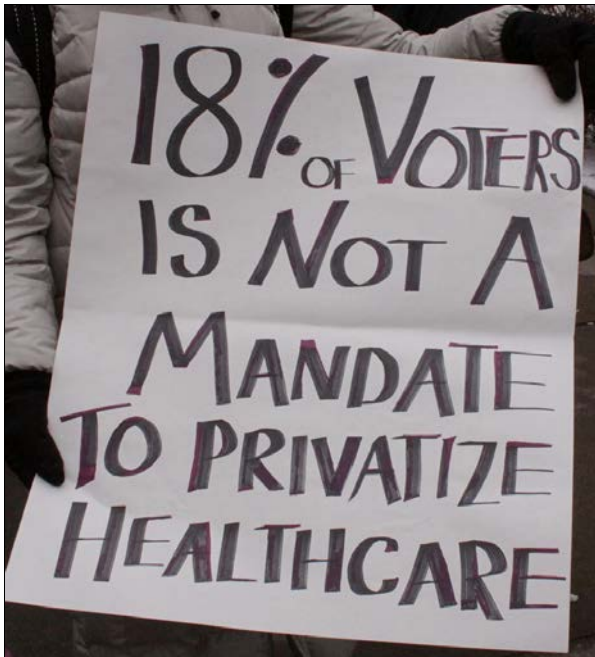


Rassemblement à Toronto à la défense du système de santé publique



Bernie Robinson, présidente par intérim de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, prend la parole à un rassemblement à Toronto, en appui aux soins de santé, le 12 décembre 2022.

Dans la foulée de la campagne de la Coalition ontarienne de la santé(COS) à la défense du système de santé publique, un rassemblement a eu lieu à Toronto le 12 décembre.



Natalie Mehra, la directrice générale de la COS, a souhaité la bienvenue aux gens rassemblés à Toronto et a tout de suite dénoncé le gouvernement conservateur de Doug Ford qui refuse même de reconnaître que le système de santé est en crise, sans parler d'assumer sa responsabilité envers le peuple de l'Ontario qui dépend du système de santé publique. Elle a parlé des plus d'une centaine de fermetures d'urgences partout en Ontario et de la perte massive d'infirmières en première ligne et d'autres travailleurs de la santé en raison des conditions de travail. Elle a souligné que plus de 40 000 travailleurs de la santé en première ligne manquent à l'appel dans les hôpitaux et 56 000 autres sont requis en soins de longue durée pour combler la pénurie. Elle a appelé les Ontariens à continuer d'être solidaires avec les travailleurs de la santé et de défendre le système de santé

publique pris d'assaut par le gouvernement conservateur de Doug Ford.

Un urgentologue, le docteur Raghu Venugopal, a dit que la lutte résolue des travailleurs de la santé est à la défense de la dignité humaine la plus fondamentale et pour un système de santé publique fonctionnel qui répond aux besoins des Ontariens. Le docteur Venugopal a partagé sa pénible expérience en première ligne à soigner les patients de l'hôpital général de Toronto, dont des patients

plus âgés qui doivent attendre des soins pendant des heures et des jours, assis dans des fauteuils roulants et dans les corridors. Il a aussi souligné qu'en raison des compressions aux programmes sociaux, le nombre de patients aux prises avec l'itinérance et des problèmes de santé mentale a augmenté et que la pression sur le personnel et les ressources est tellement forte que les infirmières et le personnel en première ligne ne peuvent répondre comme il faut à la complexité de leurs besoins.

Le docteur Venugopal a aussi parlé du nombre grandissant d'incidents violents contre les infirmières et les autres travailleurs dans les conditions d'un système de santé publique qui a été poussé au point de rupture. Il a particulièrement salué les infirmières pour leur haut sens de responsabilité sociale, déclarant : « Sans les infirmières, nous n'avons rien. »



Bernie Robinson, infirmière diplômée et présidente par intérim de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, a aussi pris la parole lors du rassemblement. Elle a fait part des immenses défis engendrés par le sous-financement et la privatisation. Elle a souligné que pendant des années, et particulièrement depuis la pandémie, les infirmières informent les gouvernements des dommages causés à la santé publique par la privatisation, et ont mis de l'avant d'importantes recommandations pour régler ces problèmes de sorte à défendre un système de santé financé par l'État et ayant les ressources nécessaires. Le gouvernement a fait la sourde oreille et le gouvernement Ford continue de privatiser de plus en plus de services pour servir les riches. Elle a souligné que les conditions de travail des infirmières sont à ce point insoutenables que plusieurs quittent pour aller travailler pour des agences privées. Le gouvernement paie les agences privées l'équivalent de trois et quatre fois le salaire de base des infirmières en haut de l'échelle salariale dans le secteur public. Cela doit cesser, a dit Bernie Robinson, appelant à la démission des conservateurs de Doug Ford.



J.P. Hornick, la présidente du Syndicat des employée de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU/SEFPO) a dit que la privatisation des soins de santé en Ontario doit cesser. Elle a dit que

son syndicat, le mouvement syndical organisé et le peuple ontarien appuient fortement la lutte des travailleurs de la santé pour leurs droits, dont le droit à des salaires et des conditions de travail qui leur sont acceptables. Elle a aussi souligné, pour illustrer la crise en santé, le recours au personnel de la Croix-Rouge pour travailler à l'Hôpital des enfants de l'Est de l'Ontario en raison de la pénurie du personnel. Elle a dénoncé ces attaques du gouvernement Ford contre le mouvement syndical et a affirmé que les travailleurs ne reculeront pas.

D'autres orateurs ont offert de l'information sur divers aspects de la crise de la santé, et se sont engagés à appuyer les infirmières en première ligne et les travailleurs de la santé. Pour terminer, des représentants des libéraux et des néodémocrates de Queen's Park ont parlé, se présentant comme les champions du système de santé publique. Ils ont lancé l'appel à appuyer les travailleurs de la santé, comme si depuis plus de trois décennies les travailleurs et le peuple ne s'étaient pas unis pour résister à l'offensive antisociale des intérêts privés étroits qui ont usurpé le pouvoir d'État, quel que soit le parti cartellisé qui l'a mise en œuvre – les néodémocrates, les libéraux ou les conservateurs.

La COS a lancé l'appel à tous et toutes de se joindre à la campagne pour « Défendre le système de santé publique » en s'inscrivant sur le site web de la COS [ici](#) .



(Photos: IML)



Les Métallos participent au rassemblement des infirmières à Hamilton



Le 7 décembre, des membres de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos se sont joints aux membres de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario dans une piquetage d'information devant l'hôpital des sciences de la santé de Hamilton.

Les infirmières se tiennent debout pour protéger la sécurité des patients contre les mesures de l'hôpital visant à remplacer les infirmières qui travaillent dans les salles d'opération par des techniciens de bloc opératoire qui n'ont pas le même niveau de formation. Les infirmières soulignent que tous les membres de l'équipe des soins de santé jouent un rôle important, mais qu'il ne doit pas pour autant y avoir une réduction du nombre d'infirmières dans les blocs opératoires.



(Photos: LML, AIIO)



Les syndicats de la santé exigent l'application immédiate de solutions à la crise des soins de santé



Le 24 novembre, les cinq plus grands syndicats de la santé de l'Ontario ont tenu une conférence de presse conjointe au cours de laquelle ils ont lancé un nouvel appel au premier ministre Doug Ford et à la ministre de la Santé Sylvia Jones pour qu'ils prennent des mesures immédiates afin de remédier à la situation de pénurie de personnel, d'infirmières et d'autres travailleurs de la santé épuisés, et de la fermeture de salles d'urgence et des autres services dans toute la province.

Les syndicats sont l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario (AIIIO), le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario, le Syndicat canadien de la fonction publique (CSHO-SCFP), le Syndicat des employés et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), l'Union internationale des employés des services- division des soins infirmiers et Unifor.

Les actions immédiates que les syndicats réclament pour résoudre la crise des soins de santé sont :



- Respectez le personnel : annulez la loi 124 et laissez la négociation collective déterminer les salaires afin de stabiliser la dotation.
- Augmentez la dotation en première ligne : offrez des incitatifs réactifs à la main-d'oeuvre actuelle et des incitatifs au retour au travail aux gens qui sont partis.
- Soulagez la pression administrative : embauchez du personnel de soutien hospitalier.
- Investissez dans les gens, pas dans le profit : limitez le recours aux agences de placement privées.
- Pas de privatisation : engagez-vous à investir tous les nouveaux fonds dans les hôpitaux publics.

Dans leur déclaration commune, les syndicats demandent au premier ministre de les rencontrer pour discuter « d'une stratégie de rétention du personnel significative, cohérente et musclée » et soulignent que, sous la direction du premier ministre, le système de santé a été déstabilisé ; le roulement du personnel y atteint presque 15 %. Les hôpitaux de l'Ontario, disent-ils, doivent embaucher 47 000 personnes. Lors de la conférence de presse, les syndicats ont averti « qu'après plusieurs années de négligence, de sous-financement et d'incapacité à accroître les effectifs, le système de santé ploie sous le poids de graves pénuries de personnel, de surpopulation, du manque de capacité de pointe, de la propagation de la COVID-19 et d'une forte et précoce recrudescence de la grippe et d'autres maladies respiratoires ».

Le communiqué de la conférence de presse indique que : « En octobre, les cinq syndicats ont demandé une réunion urgente avec le premier ministre Ford et la ministre de la Santé Jones pour tenter de trouver des solutions axées sur la première ligne. Après des semaines sans réponse, ils affirment que Doug Ford ignore ouvertement le personnel de première ligne, les patientes et les patients. En fait, le premier ministre pousse sciemment le système de santé vers l'effondrement en en faisant le moins possible pour le soutenir. » Et ce, alors que la province affiche un excédent budgétaire de deux milliards de dollars, « sans compter les milliards de plus en fonds de prévoyance non dépensés et en revenus supplémentaires ». Ils estiment qu'il en coûterait deux milliards de dollars pour hisser l'Ontario du fond du classement en termes de dotation en personnel hospitalier à la moyenne canadienne.

La déclaration met l'accent sur la crainte que Doug Ford utilise la crise pour mener à bien son programme de privatisation et prévient que « les soins de santé à deux vitesses ne feront

qu'aggraver la pénurie de personnel, le temps d'attente et les résultats pour les patients et patientes, puisqu'ils se disputeront un trop petit bassin de personnel qualifié, alors que le système public sera désavantagé par la faiblesse de ses salaires ».

Les travailleurs de la santé, leurs syndicats et les organismes communautaires de toute la province rendent publiques leurs demandes et leurs solutions afin de mobiliser l'opinion publique pour faire pression sur le gouvernement Ford pour qu'il investisse dans les soins de santé publique, traite les travailleurs de la santé avec dignité et respect et applique les solutions qu'ils ont proposées.



Une manifestation de travailleurs de la santé à Stouffville, le 2 décembre 2022, exige que le gouvernement Ford ne fasse pas appel de la décision du tribunal d'annuler la loi 124.

Les dirigeants syndicaux sur la crise des soins de santé en Ontario



Voici des extraits de ce qui a été dit lors de la conférence de presse du 24 novembre :

Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO-SCFP) :

« La ministre de la Santé affirme que la fermeture de 80 salles d'urgence au cours de l'été et que les énormes pressions que subissent actuellement les hôpitaux pédiatriques ne sont pas des crises mais des événements planifiés. D'un côté, qui planifierait de telles défaillances du système ? Et de l'autre, nous savons que ce gouvernement se sert de la faiblesse actuelle du système hospitalier public contre lui pour privatiser les retards d'interventions chirurgicales et de diagnostics. Que la ministre n'ait pas présenté de plan pour répondre à la crise de dotation en personnel dans les hôpitaux est profondément troublant. »

Angela Preocanin, infirmière autorisée et première vice-présidente de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario (AIIO) :

« Nous voulons que les gens se rappellent qu'ils ont une voix, qu'ils ont du pouvoir et qu'ils peuvent se rallier à ceux d'entre nous qui offrent des soins pour exiger des mesures et un plan réel à ce gouvernement. Laisser les patients pédiatriques et adultes souffrir alors que le gouvernement affirme ne pas avoir d'argent pour rétablir la dotation en personnel de notre système de santé public alors qu'il dispose de milliards de dollars en fonds inutilisés pour les soins de santé est obscène. Les gens doivent exiger que le gouvernement finance les soins dont ils ont besoin et qu'ils méritent. Nous demandons au gouvernement de travailler avec nous pour trouver des solutions – pour le bien des Ontariens immédiatement. »

JP Hornick, président du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO/OPSEU) :

« Après des années de choix politiques qui ont créé un sous-financement et une pénurie de personnel dans le système de santé de l'Ontario, les patients, leurs familles et les travailleurs de l'arc complet des soins aux patients souffrent des répercussions. Des salles d'urgence ferment, des appareils d'IRM et des tomodensitomètres ferment et les soins aux patients en souffrent – tout ça en raison d'un manque de personnel. Les travailleurs de première ligne ont des solutions ; nous savons également ce que notre solidarité peut accomplir – lorsque les travailleurs, leurs syndicats et les collectivités dont ils font partie s'unissent dans une vision et un but communs, nous obtenons gain de cause. Dans la lutte pour sauver nos hôpitaux publics – et contre la prestation à but lucratif à l'américaine – nous ne reculerons pas. »

Jackie Walker, présidente de la Division des soins infirmiers du SEIU Healthcare :

« Personne n'est satisfait d'un plan des conservateurs qui contribue objectivement à aggraver les répercussions dans l'ensemble du système de santé de l'Ontario. Ce n'est pas le plan des travailleurs qui connaît des ratés. Ce que nous constatons c'est le plan défaillant de Doug Ford. Encore une fois, nous apportons des solutions pratiques au premier ministre provenant des premières lignes pour régler la crise des soins. Le gouvernement provincial peut choisir notre nouveau plan éclairé provenant des travailleurs de la santé eux-mêmes ou il peut importer un programme de privatisation à l'américaine où les patients attendent plus longtemps afin que des intérêts privés puissent bénéficier davantage, en refusant aux patients ayant des conditions préexistantes un accès à des soins universels, comme à l'Hôpital Shouldice. Doug Ford avait promis de protéger la Ceinture de verdure, maintenant il la pave. Doug Ford avait promis un accès à l'Assurance-santé de l'Ontario, puis a forcé les aînés à se servir de leur carte de crédit pour obtenir un lit d'hôpital. Quelle est la prochaine étape ? »

Naureen Rizvi, directrice régionale d'Unifor de l'Ontario :

« La pandémie est encore difficile pour les Ontariens, avec de longs temps d'attente aux urgences,

des hôpitaux bondés et des retards de chirurgies et de procédures. Entre-temps, les travailleurs de la santé sont épuisés et les pénuries de personnel continuent d'être un fléau dans notre système. Le système de santé est sous respirateur artificiel, pourtant ce gouvernement reste les bras croisés sans aucune intention de régler les problèmes. Le plan de Doug Ford est plutôt de laisser le système s'effondrer et d'encourager de plus en plus de prestataires privés à but lucratif à offrir les services. »

(Photos: OCHU, AHO, SIEU)



Les travailleurs accidentés de l'Ontario réitèrent leurs revendications L'indemnisation des travailleurs est un droit !



Le Réseau ontarien des groupes de travailleurs accidentés (ONIWG) a tenu un rassemblement le 12 décembre devant les bureaux du ministère du Travail à Toronto pour réitérer fermement au gouvernement de l'Ontario les principales revendications des travailleurs accidentés.

Les membres de l'ONIWG ont été rejoints dans cette action par un grand nombre de leurs alliés, dont des membres du Syndicat des Métallurgistes, des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, de la Fédération du travail de l'Ontario, du Conseil du travail de la région de Toronto et de York, et un contingent du Centre ouvrier du PCCM-L).

Wayne Harris, vice-président exécutif d'ONIWG et travailleur accidenté d'un métier de la construction, a pris la parole au nom de l'organisation. Il a parlé de sa propre expérience de travailleur accidenté et de ses rapports avec la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) pour réaffirmer les principales demandes de la campagne « L'indemnisation des travailleurs est un droit ! » d'ONIWG. Il a parlé en particulier de la revendication selon laquelle la CSPAAT doit écouter les médecins traitants des travailleurs blessés. Les « médecins sur papier » utilisés par la CSPAAT pour évaluer les demandes des travailleurs, qui n'ont même pas rencontré les travailleurs, ne peuvent pas remplir le devoir de



soins que les médecins sont tenus de fournir, a-t-il noté. Il a également parlé de la nécessité de mettre fin à la pratique de la CSPAAT qui consiste à réduire les prestations des travailleurs accidentés sur la base de la « présomption » qu'ils reçoivent des revenus d'un emploi qu'ils n'ont pas.

Wayne a annoncé que le 13 décembre, l'ONIWG allait entamer une action en justice pour contester le mauvais calcul de la CSPAAT en ce qui concerne l'ajustement au coût de la vie que les travailleurs recevront cette année. La commission a calculé que l'ajustement doit être de 2,2 % alors qu'en fait il doit être de 4,7 %. De plus, les travailleurs accidentés exigent que le gouvernement Ford respecte son engagement, pris lors de l'élection de 2022, d'augmenter les prestations pour perte de revenus des travailleurs accidentés à 90 % de leur revenu avant l'accident.

Janice Folk-Dawson, vice-présidente exécutive de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO), a transmis les salutations de l'organisation au rassemblement. Elle a souligné que les travailleurs ne peuvent pas compter sur le gouvernement ou la CSPAAT pour régler les problèmes du système d'indemnisation et qu'ils doivent plutôt compter sur leur propre travail et leur mobilisation. Elle a annoncé que la FTO lance une campagne intitulée « Assez, c'est assez ! » qui, entre autres choses, exige des augmentations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et d'Ontario au travail, et demande aux entreprises et aux banques de « payer leur dû ».

Les participants ont également entendu des représentants du Conseil du travail de la région de Toronto et de York et du Syndicat des Métallos. Le député provincial Wayne Gates a parlé de son projet de loi émanant d'un député (projet de loi 57) qui demande la fin de la présomption, qui vient d'être réintroduit à l'assemblée législative.



Le dernier orateur de la journée a été Mohamed, un travailleur migrant, qui a parlé au nom du groupe Les travailleurs accidentés en action pour la justice. Il a dit que les travailleurs migrants sont venus au Canada pour faire un travail dur, sale et dangereux, et qu'ils ont continué à faire ce travail tout au long de la pandémie. Alors que d'autres travailleurs ont reçu des primes ou des augmentations pendant la pandémie en raison des conditions dangereuses dans lesquelles ils travaillaient, les travailleurs migrants ont continué à toucher le salaire minimum. Citant son propre exemple, il a dit qu'il a travaillé ici

pendant plus de cinq ans sans voir sa famille, il a parlé de la situation très difficile à laquelle sont confrontés les travailleurs migrants et du fardeau que cela représente pour leurs familles, situation qui devient encore plus difficile si le travailleur est blessé au travail. Si un travailleur migrant est blessé au travail, il est renvoyé chez lui. Ici, nous travaillons pour nous nourrir, dit-il, mais si nous sommes blessés, nous n'avons pas les moyens de nous nourrir et de nourrir nos familles. La situation des travailleurs migrants rend la politique de présomption de la CSPAAT d'autant plus ignoble et grotesque lorsqu'elle réduit les prestations de la CSPAAT d'un travailleur sur la base d'un travail qu'il est censé faire en Ontario, alors qu'en fait il est chez lui en Jamaïque. « Nous exigeons que le gouvernement prenne ses responsabilités envers les travailleurs accidentés - une justice complète, pas de demi-mesures », a-t-il conclu.

Le rassemblement s'est terminé par une performance de la troupe de sketches d'ONIWG, les Malingers, sur le refus de la CSPAAT d'écouter les médecins traitants des travailleurs accidentés et les difficultés que cela entraîne, car les travailleurs sont obligés de continuer à travailler sans traitement approprié pour leur blessure.

Les organisateurs ont encouragé les participants à se joindre à l'action contre la privatisation des soins de santé qui avait lieu tout près après le rassemblement, très conscients de l'importance du système public de soins de santé pour les travailleurs accidentés, comme pour tout le monde en Ontario.

Après le rassemblement, Wayne Harris a remis au sous-ministre du travail par intérim des centaines de lettres signées par des travailleurs blessés et leurs alliés, réitérant les demandes d'action fondamentales d'ONIWG.



(Photos: LML)



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca